

TRIMBUR, Dominique et Ran AARONSOHN (dir.). *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917*. Paris, CNRS Éditions, 2001, 435 p

Louis-Jean Duclos

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704465ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704465ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duclos, L.-J. (2002). Compte rendu de [TRIMBUR, Dominique et Ran AARONSOHN (dir.). *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917*. Paris, CNRS Éditions, 2001, 435 p]. *Études internationales*, 33(3), 598–600. <https://doi.org/10.7202/704465ar>

Des limites et des carences présentées, les auteurs proposent pour l'Union européenne aujourd'hui une série de solutions indispensables à une intégration réussie : meilleur équilibre institutionnel, changement de méthode, nouvelle organisation des partis politiques européens, meilleure organisation de la société civile, prise en compte d'une citoyenneté européenne. D'autres difficultés sont relevées dans le champ de l'Euro, de la PESC, du droit au quotidien, de la démographie, des perceptions inquiètes sur la violence, l'homogénéité, l'hégémonie, l'avenir. L'insistance des auteurs sur les notions de nouvelles solidarités et l'assimilation partagée des valeurs fondamentales de l'Europe sont là pour tenter de convaincre d'adopter un volontarisme raisonné dans ce grand enjeu pour l'Europe de demain.

André DUMOULIN

Département de science politique  
Université de Liège, Belgique

## MOYEN-ORIENT

### De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917.

TRIMBUR, Dominique et Ran AARONSOHN  
(dir.). Paris, CNRS Éditions, 2001, 435 p.

Comme son qualificatif le suggère, le Centre de recherche français de Jérusalem, sous le patronage duquel est publié ce volume, fait largement appel à des auteurs francophones, recourant le plus souvent à l'exploitation de sources de langue française. Il en résulte un effacement presque complet des deux interlocuteurs politiques prépondérants de la Palestine contemporaine : le mouvement sioniste

et les précurseurs du nationalisme palestinien.

Aussi bien, le sujet du livre n'est pas cette tranche d'histoire régionale qu'aurait initiée Bonaparte en 1799 et conclue Balfour en 1917, ainsi qu'une lecture hâtive du titre pourrait le donner à penser. Si la France et l'Europe occidentale (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, plus la Suède) semblent avoir peu rencontré les nationalistes locaux des deux bords, la Palestine leur fut du moins un lieu d'application privilégié de leur politique ottomane, de leurs rivalités stratégiques, et d'un activisme quasiment colonial à connotation plus religieuse et sociale qu'économique.

Les quatre premières contributions de l'ouvrage renvoient à l'histoire diplomatique du 19<sup>e</sup> siècle. La Palestine cesse de n'être qu'un lieu de pèlerinage pour les dévots. L'expédition de Bonaparte et plus encore l'occupation égyptienne d'Ibrahim pacha (1831-1840) en ont fait un enjeu. Comme le souligne intelligemment Roger Heacock en recourant au concept de *guerre anticipée*, la Guerre de Crimée (1854-1855) annonce la fin prochaine de l'Empire ottoman et l'autonomisation du fait palestinien. Cette dernière ne contribuera pas peu à dépouiller le « protectorat catholique français » (p. 23) de toute réalité et, aujourd'hui encore à faire ressortir le caractère artificiel du statut des Lieux-Saints (chrétiens) hérité des accords de Mytilène (1901) et de Constantinople (1913). C'est également hors référence à toute société civile qu'évoluent les services « spéciaux » prêts à se faire la guerre mais prompts à coopérer si des clandestins qu'on appellerait aujourd'hui terroristes menacent le bon ordre diplomatique. Ainsi fut-ce

le cas lorsque les agents des nations occidentales se prêtèrent la main (sauf les Français) pour sécuriser le visite du Kaiser à Jérusalem (1898).

La société civile locale requiert cependant au fil des ans une certaine considération. Anticipant de plus d'un siècle, les acteurs politiques découvrent tous les atouts de l'humanitaire. Norbert Schwake, qui décrit le développement d'un système hospitalier alors pléthorique, note froidement « que les hôpitaux et services médicaux constituaient les voies les plus directes et fiables d'accès à l'hégémonie » (p. 110), mais précise plus loin « qu'aucun (...) n'a eu de véritable importance pour la réalité sociale, religieuse, politique contemporaine » (p. 131). Plus hors-société encore fut le réseau de commerçants français, mais totalement apolitique selon Frédérique Schillo, installés là par amour de la « Terre Sainte ». Ils n'étaient pas faits pour faire fortune pas plus que l'unique banque française, une agence du Crédit Lyonnais : installée à Jérusalem en 1892, elle plia bagage trente-cinq ans plus tard faute de clients.

Plus qu'un marché ou que l'espace stratégique qu'elle deviendra plus tard, la Palestine était pour les chrétiens et pour les juifs une construction idéologique exerçant une vive attirance. Pas moins de huit contributions traitent du tropisme exercé par la « Terre Sainte » sur la chrétienté occidentale. Chacune à sa manière met en lumière les rivalités souvent mesquines et parfois fanatiques des églises catholiques protestantes et orthodoxes, notamment après la résurgence d'un certain « triomphalisme croisé » (p. 213) lié à la « restauration » en

1848 du patriarcat latin de Jérusalem. À la base, cependant, avec la prolifération des congrégations actives puis contemplatives, masculines et féminines, autochtones et étrangères, spiritualité et service des hommes y ont trouvé leur compte. Grâce à l'implication de mécènes plus activistes que méthodiques tel le comte de Piellat et à la sollicitude du gouvernement français même après sa conversion à un laïcisme militant, l'expansion d'une présence française catholique l'emportera au 19<sup>e</sup> siècle sur toutes les autres entreprises de colonisation religieuse de la Palestine. Elle en diffère aussi par son rapport concret à la société palestinienne à la différence des fondamentalistes protestants, millénaristes, messianistes, utopiques, comme les qualifie Ruth Kark. Dans l'intéressante étude de cas qu'elle nous propose, elle prend le risque bienvenu d'une esquisse théorique du « géopiétisme » qui utilise « les métaphores de la terre pour se définir eux-mêmes et [définir] leurs relations à Dieu » (p. 364). Selon cette approche les suédo-américains s'implantant en Palestine ne seraient pas très différents des premiers immigrants d'Amérique du Nord ou d'Afrique du Sud.

Dans ce large panorama d'une implantation européenne plus ou moins motivée par une idéologie religieuse, la part des juifs y est étonnamment discrète encore que l'article consacré à l'action de l'Alliance israélite universelle, fondatrice en 1870 d'une école agricole modèle et anti-sioniste déterminée jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ne manque pas d'intérêt.

*De Bonaparte à Balfour* aurait pu se terminer sans que l'acteur palestinien, renvoyé à sa transparence moyenâgeuse,

n'apparaisse, n'eût été la brève contribution de Q. Shomali sur la presse arabe en Palestine. Vingt-cinq titres ont été mis sur le marché de 1876 à 1917. À partir de 1908, deux au moins, *Al Carmel* (1908) et *Falastine* (1911) s'opposent à la colonisation sioniste.

L'histoire n'étant pas finie, ce constat ne saurait servir de conclusion à un ouvrage collectif aux contributions quelque peu décousues et à la composition insuffisamment rigoureuse. Néanmoins sa lecture est passionnante. On y voit véritablement se mettre en œuvre, avec la bénédiction des missions chrétiennes, l'« invention » d'une Palestine éternellement juive pour les uns, à jamais arabe pour les autres. Il n'est pas jusqu'à Jérusalem, objet aujourd'hui de toutes les fascinations politico-pieuses, qui dut attendre jusqu'en 1841 pour être érigée en *pachalik*, l'équivalent d'un médiocre chef-lieu de canton. Cette promotion préluait au tragique conflit d'aujourd'hui où l'instrumentalisation politique du religieux ne le cède qu'à l'instrumentalisation religieuse du politique.

Louis-Jean DUCLOS

*Retraité du Centre d'études  
et de recherches internationales  
Fondation nationale des sciences politiques, Paris*

### 3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

#### *La Belgique et l'Europe.*

ANNALES D'ÉTUDES EUROPÉENNES.  
Bruxelles, Bruylant, 2001,  
vol. 5, 398 p.

*Ce numéro collectif, entièrement consacré autant au positionnement de la*

*Belgique face à l'idée européenne qu'aux politiques européennes de/en Belgique, a pour objectif de nous montrer la distinction qu'il faut faire entre la pensée belge en matière européenne et les actions dudit pays dans ce champ.*

*Au volontarisme belge fortement imprégné de tendances fédéralistes « qui s'est trouvé à l'avant-garde des avancées européennes » (Colard), à la permanence d'un consensus rare des milieux politiques du pays, répondent certaines « réalités du terrain » qui cachent mal, par moment, les blocages conjoncturels et freins en matière de transposition du droit communautaire, la distinguant régulièrement « parmi les mauvais élèves de la classe européenne » (Dumoulin).*

*Il n'en reste pas moins vrai que la Belgique, plus que tout autre pays européen, a intégré l'idée d'allégeances multiples (européenne, belge, communautaire) parce qu'elle dispose déjà d'une expérience multilingue ; tout en contribuant peut-être « à l'émergence d'une Europe inédite, liant la loi de la pluralité et l'acceptation du pluralisme » (Dumoulin).*

*Une série de contributions permettent d'approcher ces quelques constats et interrogations, en séparant le champ culturel et doctrinal (perception de l'Europe) de celui concernant les politiques européennes de la Belgique.*

*Dans l'espace des idées, nous percevons que l'histoire de la construction européenne introduit une nouvelle étape, après avoir été économique et technique : celle de la finalité de l'Europe avec ses préoccupations humanistes et éthiques, en dehors des sentiers historiques de la technicité (Depré). Cette insistance sur une Europe fondée sur des valeurs se retrouve dans bon nombre de discours diplomatiques belges ; tout comme dans*